

La Gauche Moderne

Manifeste

Christophe Chomant Éditeur

La Gauche Moderne

La Gauche Moderne est un nouveau mouvement politique fondé par Jean-Marie Bockel.

Elle revendique son identité sociale-libérale.

De centre gauche, elle soutient et nourrit l'action réformatrice du Président de la République et de son gouvernement.

Elle favorisera les dynamiques d'ouverture lors des prochaines échéances électorales.

Manifeste

Parce que nous avons besoin d'une nouvelle culture politique.

Parce que nous avons besoin de propositions et de pratiques ancrées dans un discours de vérité, de responsabilité et d'efficacité.

Nous portons l'exigence d'une politique pragmatique, attentive aux résultats, à ce qui marche et à ce qui répond à la demande sociale.

Nous défendons la nécessaire alliance entre les libertés et les solidarités. Contre les excès du capitalisme et pour tirer le meilleur parti de la mondialisation, nous croyons aux vertus d'un libéralisme authentiquement social, attentif par ses régulations à la justice et à l'égalité.

Nous croyons à la possible synthèse de l'efficacité économique, du progrès social et de la préservation environnementale.

Nous assumons le choix d'une économie de marché solidaire, fondée sur une croissance durable et innovante, sur la vitalité d'entreprises responsabilisées, sur une politique de l'emploi conciliant fluidité et sécurité, sur de fortes incitations favorables à l'augmentation du pouvoir d'achat et à la résorption de la précarité.

Nous souhaitons mettre en mouvement la société et les territoires, partager la souveraineté et promouvoir une nouvelle démocratie sociale et politique. Réforme des pouvoirs publics, décentralisation, participation des salariés, généralisation des accords contractuels, rôle accru du Parlement, nouveaux droits et outils conférés au citoyen : autant de leviers pour donner à notre démocratie toute sa vitalité.

Nous voulons garantir les solidarités sociales et territoriales, défendre des services publics rénovés et lutter pour l'égalité réelle.

Nous croyons à la responsabilisation, au refus de l'assistanat et de la victimisation, à l'échange des droits et des devoirs.

Nous portons le projet d'une République laïque unie dans sa diversité, d'une France plurielle, ouverte à l'Europe et au monde.

Le pari de la Gauche Moderne

En entrant au gouvernement, j'ai choisi un camp : celui de l'exercice des responsabilités, de l'action et de l'intérêt général.

À un moment donné et pour un temps donné, je crois à la construction de consensus nécessaires à la conduite des réformes.

L'ouverture est un courage partagé. C'est à la fois l'équilibre, l'espoir et le refus.

L'équilibre entre l'attention portée aux libertés et aux solidarités, entre le tout État et le tout libéral. L'espoir pour toutes celles et tous ceux qui ne croient plus à l'utilité de l'action publique parce qu'elle est trop souvent l'objet d'intérêts particuliers et de corporatismes dépassés. C'est aussi le refus des luttes de clans, prisonniers de leurs idéologies et formatés par une culture politique sans prise avec le réel. Les Français ne veulent plus de ces vieilles politiques !

L'ouverture est aussi et surtout une chance offerte à notre pays pour que soit conduite une action volontariste, réformatrice et pragmatique. C'est enfin, pour moi, une chance donnée aux idées que je défends depuis toujours au nom d'une Gauche Moderne et responsable.

Pragmatisme, équilibre et réformes fondent la ligne politique dont je ne me suis jamais détourné. Ce qui m'a valu au mieux l'indifférence, au pire le mépris de ma famille politique. Cette ligne, c'est le social-libéralisme. Partout en Europe, en Angleterre, en Italie, en Espagne, les partis progressistes gouvernent en son nom.

Cette ligne, c'est l'attention portée à ce qui marche et aux résultats. La synthèse entre l'efficacité économique et le progrès social. La mise en mouvement de la société et des territoires, la rénovation de la puissance publique, la promotion d'une nouvelle démocratie sociale et politique. C'est enfin l'attention portée à la cohésion sociale, à la responsabilité individuelle, aux règles partagées et à l'échange entre les droits et les devoirs.

Le programme du candidat dépassait déjà les frontières idéologiques. La feuille de route du Président comme du gouvernement confirme ce nouvel élan.

En participant au gouvernement, je ne renie ni mes engagements ni les valeurs auxquelles je crois, car l'essentiel de l'action gouvernementale est aujourd'hui sociale-libérale et réformatrice.

La mise en place du Revenu de Solidarité Active, la défiscalisation des revenus du travail pour les étudiants, la défiscalisation des heures supplémentaires d'abord à destination des salariés modestes, la mise à contribution des stocks option pour financer la protection sociale, sont autant de réformes sociales libérales.

L'assouplissement des 35 heures avec une part plus grande donnée à la négociation d'entreprise et de branche, la promotion du temps choisi grâce à la possibilité donnée aux salariés de convertir leur compte épargne temps en argent, la fusion entre l'ANPE et l'UNEDIC permettant un suivi plus efficace des chômeurs, relèvent d'une politique sociale-libérale.

La négociation entre partenaires sociaux sur la flexi-sécurité et le contrat de travail afin d'échanger une nouvelle fluidité contre de nouvelles protections constitue un autre exemple.

De même, comment ne pas encourager une réforme des retraites fondée sur l'équité, sur la prise en compte de la pénibilité et la revalorisation des petites retraites et des pensions de réversion ?

Je salue tout autant la réforme annoncée de l'État et de la fonction publique. J'y vois un projet social-libéral, pragmatique, encourageant l'autonomie, la responsabilité et l'efficacité, recherchant le meilleur bénéfice social au meilleur coût. Un projet qui repose sur l'amélioration conjointe du statut et des carrières des fonctionnaires, de la nature et de la qualité des services publics, du coût supporté par les contribuables. Amélioration du pouvoir d'achat, mobilité à l'intérieur du service public, valorisation des personnes, des compétences et des expériences, individualisation des rémunérations : la gauche italienne l'a fait, le gouvernement le fera !

J'avais préconisé la plus grande partie de ces mesures dans la motion intitulée « Pour un socialisme libéral » que j'avais présentée au congrès du PS. Qui peut dire aujourd'hui que je trahis mes idées?

Ce social-libéralisme, je l'applique d'abord à mon action ministérielle, en tant que Secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie. La nécessaire réduction des inégalités de développement, facteur de justice et de paix, suppose de tenir un discours de vérité, de faire le choix de l'investissement et du partenariat, et non de l'assistance. Elle suppose de rompre avec les politiques de complaisance. Nous relèverons les défis du développement international en différenciant les modalités d'aide en fonction des niveaux de gouvernance, en recherchant une efficacité toujours plus grande, à travers l'évaluation systématique de nos actions et de leur impact. L'heure est aussi à la formation de coalitions réunissant, au-delà de l'État, les collectivités locales, les entreprises, les fondations, les ONG et les migrants.

C'est aussi au nom de ce social-libéralisme, au nom de ma liberté d'homme de gauche, que je souhaite développer un soutien attentif, libre, voire critique, toujours constructif.

Cette libre parole, j'ai décidé de continuer à la porter au sein d'un nouveau parti politique : Gauche Moderne. Social libéral, il soutiendra toutes les initiatives qui conduiront à promouvoir des réformes efficaces, justes, solidaires et responsables. Il s'inscrit pleinement dans la volonté de favoriser toutes les démarches d'ouverture.

Du sommet de l'État à l'échelle de nos communes, nos concitoyens, lassés des combats idéologiques d'arrière-garde, souhaitent que nous agissions au nom de l'intérêt commun. Je crois particulièrement à l'entente communale et souhaite la promouvoir, dans ma ville de Mulhouse et partout où elle sera possible.

Gauche Moderne accueillera toutes celles et tous ceux qui, au niveau national comme au niveau local, souhaitent contribuer ici et maintenant aux réformes qui enfin s'engagent en France

Jean-Marie BOCKEL

Pourquoi le social-libéralisme ?

Parce que nous sommes en crise.

Parce que nous avons désormais une obligation de résultats.

Parce que seul un discours de vérité est aujourd'hui à la mesure des enjeux, parce que seul il nous donne les leviers pour agir concrètement : « *Dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit* ».

Parce nous devons partir de la pratique et non de la théorie.

Et qu'en Europe, du nord au sud, la social-démocratie, le nouveau travaillisme, le socialisme pragmatique, nous montrent que la croissance fondée sur l'innovation, le plein emploi, la hausse du pouvoir d'achat, la vitalité des services publics et la santé du pacte social, constituent des réalités.

Parce que tous ces pays proposent des compromis, d'ailleurs divers, entre les libertés et la solidarité, les

dynamiques individuelles et les régulations collectives, les initiatives de la société civile et le volontarisme de l'État.

Parce qu'à force de confondre le libéralisme et l'ultra-libéralisme, nous devenons aveugles au monde et incapables d'agir sur lui. Ne pouvant penser ni le capitalisme, ni le marché, ni l'entreprise, autrement que sur le mode de l'opposition, nous n'inventons plus de levier d'action pour agir en leur sein. Au risque de voire naître une société de marché destructrice des hommes et de la planète, à l'ombre de notre stérilité et de notre inaction.

Parce qu'à force de confondre le libéralisme et l'ultra-libéralisme, nous nous résignons à un étatismes convenu, à une conception centralisée et autoritaire de l'action publique. Nous ignorons les dynamiques individuelles et collectives. Nous méconnaissions les ressources de la société civile, les vertus de la régulation contractuelle et du compromis. Nous oublions les possibilités d'une puissance publique décentralisée, d'un État-providence rénové, agissant au plus près des besoins et en vue de la satisfaction de ses usagers.

Notre monde a changé. Il est tissé d'échanges généralisés et de flux, d'acteurs individuels et d'appartenances

multiples. Notre société est riche de ses diversités, multiculturelle, mais aussi fragmentée et inégalitaire. Les outils d'une politique progressiste doivent changer.

Parce qu'il nous faut un social libéralisme, un socialisme des libertés¹, réconciliant l'idéalisme et le pragmatisme, en prise sur le monde d'aujourd'hui.

Nous sommes des sociaux libéraux.

Sociaux, car nous devons opposer aux rapports de force et à l'injustice, la nécessité d'une émancipation partagée. Car nous nous donnons pour fin la justice et la protection sociale, la réduction des inégalités et la promotion des solidarités. Car nous travaillons au partage des biens et des droits à l'échelle du continent et du monde. Sociaux, car nous défendons l'esprit public, ce qui fait société. Car nous soutenons le principe d'une action collective et volontariste.

Libéraux, car nous comprenons l'émancipation comme accès à la liberté. Nous défendons la liberté et la responsabilité individuelle, l'autonomie de la société civile, la délimitation de la souveraineté de l'Etat. L'émancipation doit être le fruit des libertés mises en commun : réunies

¹ Nous reprenons l'expression employée par Monique Canto-Sperber dans *Les Règles de la liberté*, Paris, Plon, 2003

par le débat et la négociation contractuelle, réglées par les normes du droit et l'exercice de la justice.

Oui, le libéralisme est épris de justice et ne se reconnaît pas dans sa forme « ultra » ou « néo », expressions pathologiques d'une liberté dérégulée et irresponsable.

Ce sont bien la liberté de la personne, la responsabilité partagée, l'engagement individuel et collectif, qui ouvrent la voie au progrès et à de nouvelles formes de justice sociale.

Être social-libéral, c'est partir du monde tel qu'il est pour le rendre meilleur.

Nous devons reconnaître et assumer l'ambivalence du capitalisme et de l'économie de marché : ils sont à la fois le meilleur et le pire. Nous reconnaissons le rôle du marché, lieu de la production des richesses à partager et des échanges ouverts à l'autre. Nous assumons la concurrence, source d'innovation, de mobilité sociale lorsqu'elle s'oppose aux avantages hérités et aux monopoles constitués. Nous savons que construire une société solidaire, dans le monde tel qu'il est, suppose aujourd'hui, tout en la dépassant, une économie de marché. Nous encourageons l'autonomie source d'épanouissement et de responsabilité. Nous encoura-

geons l'esprit d'initiative et d'entreprise, source de création, pas seulement économique.

Mais, tout autant, nous connaissons l'importance des régulations nécessaires à la correction des injustices et nous ne nous satisfaisons pas de politiques d'accompagnement. Bien plus, nous nous opposons à la seule logique de la production et de la rentabilité maximale. Nous refusons une société de marché faite d'une juxtaposition d'individus producteurs et consommateurs, isolés et mus par leur seul intérêt.

Nous soutenons que la croissance est nécessaire mais pas suffisante au développement. Que l'individu est d'abord un être social, une personne possédant des dimensions multiples qui ne se réduisent pas à ses fonctions économiques. Nous avons le projet d'une société solidaire, n'ignorant pas le non-marchand, qui comprenne l'émancipation comme épanouissement partagé.

Notre social-libéralisme est en prise sur le monde contemporain car ses principes et ses questions entrent en résonance avec lui.

Foncièrement pragmatique et anti-idéologique, il insiste sur le retour aux faits, aux conditions de vie, de production et d'échange, aux rapports de force.

Il s'intéresse aux conditions concrètes d'une liberté partagée. Il cherche à accorder, sous la forme du compromis et de la régulation, le jeu des libertés et l'exigence de justice.

Il défend les conquêtes pratiques du réformisme.

Il témoigne de son engagement démocratique, fondé sur l'autonomie et le pluralisme du corps social.

Il porte ses regards vers le fédéralisme européen et la solidarité internationale.

Jean-François PASCAL

**L'entreprise responsable /
responsabiliser l'entreprise :
un nouveau chantier pour la gauche**

La gauche a longtemps perçu – et continue pour une partie de percevoir – l'entreprise comme un lieu de captation de richesses par une classe au détriment d'une autre, cette dernière étant exploitée voire aliénée. La gauche, dans les textes, au pouvoir ou dans la rue, a donc légitimement cherché à développer des contre-pouvoirs à la classe patronale (pouvoir législatif via la définition et le développement du droit du travail, organisations syndicales pour le compléter et le faire respecter, puissance publique pour contrôler son application).

La question du droit du travail et des avantages pour les salariés et employés constitue toujours un combat important de la gauche, notamment dans le contexte de précarisation croissante des emplois créés et du partage de la valeur ajoutée au profit du capital depuis 20 ans.

La grille de lecture précédente ne permet cependant pas de rendre entièrement compte du rôle actuel de l'entreprise dans la société. L'entreprise doit être abordée autrement car son rôle, et donc sa responsabilité, ont évolué. Un certain nombre de forces ont déterminé cette évolution, parmi lesquelles, en simplifiant :

- L'autonomisation croissante des entreprises vis-à-vis des pouvoirs publics (diminution des moyens d'action de la puissance publique sur l'économie)

- La globalisation :

- Extension des capacités et de la rapidité d'allocation des ressources financières ainsi que multiplication des lieux possibles d'allocation de ces ressources ;

- Déploiement, dans de nombreux pays, des principes fondamentaux du néolibéralisme économique ;

- Systématisation des risques, conséquence de l'interdépendance des économies, et diffusion de principes prudents et de gouvernance.

- Le développement technologique : développement des outils (au sens large : outils et composants) de communication et de transport, des nanotechnologies et, à venir, des biotechnologies, secteurs très fortement créateurs de valeur ajoutée, nécessitant d'importants investissements et objet de fortes concurrences.

Si les firmes multinationales sont à l'évidence les plus directement soumises à ces forces, l'impact de ces dernières se fait de plus en plus net pour les entreprises de taille plus modeste, même limitées au marché national. La concurrence internationale sur des segments à valeur ajoutée croissante – et l'un de ses corollaires, la délocalisation des activités fortement concurrencées – ne font que commencer.

Plus d'autonomie donc, dans un contexte plus fortement concurrentiel (international) et marqué par une montée en gamme des productions (avec une transformation conjointe des modes de travail).

L'entreprise a ainsi à la fois plus de pouvoir mais aussi plus de contraintes. C'est en particulier sur ces dernières que, par exemple, le discours des syndicats patronaux est focalisé de manière à réclamer une plus grande liberté d'action dans le contexte de pression concurrentielle.

L'idée pour une gauche réformatrice ne doit alors pas consister à refuser d'emblée ce discours ni à entraver ces demandes mais à conditionner – très naturellement – la liberté à la responsabilité. Pour ce faire, il s'agit de passer à une logique où l'entreprise est partenaire et non pas concurrente, acteur responsable et non seulement objet de réglementation.

Synthèse :

- La manière dont la gauche envisage l'entreprise n'est pas obsolète mais incomplète.
- L'évolution des rapports de force, la mondialisation et les défis globaux à venir doivent inciter la gauche à faire des entreprises des acteurs plus responsables.
- La gauche ne doit pas s'opposer aux entreprises mais les inciter et les accompagner à la responsabilisation.

Qu'est-ce à dire, concrètement ?

- L'entreprise est un acteur responsable

L'entreprise est par nature productrice. Cette production implique de nombreuses parties prenantes qui participent à la production et/ou sont affectées (positivement ou négativement) par cette production (les salariés, mais aussi les consommateurs, les investisseurs voire les riverains, etc.).

Une politique de gauche réformatrice pourrait ainsi chercher à identifier l'ensemble des impacts liés à l'action de l'entreprise, que ces effets soient sociaux, sociétaux ou environnementaux.

Il s'agirait ainsi par exemple d'identifier systématiquement les externalités négatives issues de l'action d'une entreprise et de réfléchir à la manière dont ces externalités devraient / pourraient être « internalisées » par l'entreprise (lui en faire porter la responsabilité).

Il s'agit donc bien de considérer l'entreprise comme un acteur à part entière de la société et de la rendre responsable de ses actions et de leurs effets.

L'entreprise est à l'heure actuelle largement considérée à gauche comme un lieu de création de richesses – d'où son caractère de pourvoyeur de deniers publics – et comme un lieu de relations de travail entre des salariés et des patrons – d'où le développement du droit du travail. Ces deux axes sont légitimes, mais la présence de l'entreprise se manifeste à travers de nombreux autres aspects (toutes externalités négatives et positives).

Or l'intégration de nouveaux axes de réflexion dans la manière de concevoir l'entreprise peut amener à des évolutions réglementaires dont une gauche moderne ne doit aucunement préjuger négativement si elle veut être honnête.

- Les responsabilités de l'entreprise :

Exemples :

Elle est un vecteur important d'insertion sociale et porte une responsabilité dans la libre accession et le juste

traitement des diverses composantes de la société française (place des femmes, des minorités, des handicapés, etc.).

Elle est un fort producteur d'externalités environnementales – via son processus de production notamment, compris au sens large (par exemple, responsabilité vis-à-vis des fournisseurs, etc.).

Ces exemples sont bien sûr à différencier en fonction de la taille des entreprises, de leurs secteurs d'activités, de leurs types et modalités de production.

- Une responsabilisation créatrice de performance économique, sociale et environnementale

Trois avantages principaux grâce à cette manière d'appréhender l'entreprise :

- a. Un système assurant des bénéfices réciproques à toutes les parties :

Cette approche est fondée sur la théorie du développement durable dont les prémisses semblent évidents tant ils sont justes : un acteur, quel qu'il soit ne peut prospérer à long terme s'il ne garantit pas la qualité de son environnement (au sens « écosystème » et au sens « humain »). Les entreprises, comme tout acteur, fonctionnent mieux si toutes les conditions, environnementales, sociétales et sociales sont bonnes. Il ne s'agit donc pas, à l'heure des défis globaux, et de l'innovation comme facteur-clé de compétitivité, de jouer les uns contre les autres mais bien les uns avec les autres.

b. Une capacité d'action des pouvoirs publics renouvelée :

Les terrains d'action des pouvoirs publics ne sont plus seulement l'élaboration et le contrôle du respect du droit du travail d'une part et la fixation des taux de prélèvements obligatoires d'autre part. Il s'agit d'agir aussi par exemple via la commande publique, qui peut intégrer dans ses cahiers des charges des clauses relatives à la manière dont l'entreprise internalise les externalités liées à son activité (pollution, nuisances, etc.), via les fonds

d'investissement (facilitation des placements financiers vers les entreprises respectant un certain nombre de critères sociaux et environnementaux), etc.

L'action des pouvoirs publics a un impact sur la manière dont l'entreprise prend ses décisions (incitation fiscale ou imposition réglementaire à la tenue de « conférences de parties prenantes » où toutes les parties prenantes d'une entreprise sont réunies pour donner leur point de vue sur la stratégie d'une entreprise).

Enfin, l'émergence des consommateurs comme force de pression sur les entreprises doit pouvoir être utilisée dans une démarche de promotion des comportements « socio » et « éco-responsables » (soutien et reconnaissance des associations, développement des labels, etc.).

Tous ces exemples sont déjà mis en place par certaines collectivités et entreprises pionnières : il s'agit de s'en inspirer et d'utiliser les leviers pertinents pour les systématiser.

c. Un dialogue plus serein avec les représentants des syndicats d'entreprise et un dialogue social plus efficace repose notamment sur les principes d'action suivants :

- Aucun acteur, et notamment aucune entreprise, ne peut se développer durablement dans un environnement déséquilibré ou hostile.
- Les principes du développement durable et les principes d'un libéralisme maîtrisé font de l'entreprise un acteur responsable de ses actions et des effets de ses actions.
- Il s'agit de rendre l'entreprise responsable des externalités qu'elle produit.
- Une entreprise responsable est une entreprise performante sur le plan économique car elle assure les conditions de son développement futur.
- La responsabilisation des entreprises par les pouvoirs publics est un dispositif gagnant / gagnant.
- En complétant leur manière d'appréhender l'entreprise, les pouvoirs publics étendent leur capacité d'action sur elle.

François MOULÈRE

**La Diagonale,
mouvement des sarkozystes de gauche,
rejoint Gauche Moderne**

« Sarkozyste de gauche » ! À la création de la Diagonale, début 2006, l'expression fit beaucoup sourire. Pourtant, les événements ont vite transformé le paradoxe apparent en réalité politique :

- le Président de la République a résolument engagé la France sur la voie du mouvement et de la réforme, à un rythme soutenu ;

- Il a largement fait appel à des personnalités d'ouverture ou représentatives de la diversité pour exercer des fonctions gouvernementales ou des responsabilités importantes ;

- Mieux encore, lors des prochaines élections municipales, il souhaite que cette ouverture irrigue l'ensemble du territoire et que les lignes bougent ainsi au plus près du terrain.

Pionnière de l'ouverture, la Diagonale a aujourd'hui décidé de s'associer à Gauche Moderne. Les plus âgés de ses membres se souviennent que, dans les années quatre-vingt, des gouvernements de gauche procédaient à la libéralisation de l'économie française et mettaient ainsi fin à l'État brancardier, ce que la droite n'avait jamais su faire. Ceux-là se reconnaissent aujourd'hui dans le social-libéralisme dont Jean-Marie Bockel se fait le porte-parole depuis plusieurs années. Surtout, notre relation avec le maire de Mulhouse date de septembre 2006 lorsqu'il avait accepté, non sans courage, d'être l'invité du premier grand débat public organisé par la Diagonale autour d'une personnalité. Nous ne pouvions que rendre hommage à un tel esprit d'ouverture.

C'est pourquoi nous souhaitons que s'organise aujourd'hui autour de lui un pôle de gauche qui rassemble, au sein de la majorité présidentielle et sans exclure personne, toutes celles et ceux qui aspirent à soutenir la démarche de progrès et de réforme de Nicolas Sarkozy.

Au soir de ce rassemblement, la Diagonale peut apporter le relais d'un réseau de plus de deux mille personnes qui, forts de l'expérience de la campagne présidentielle, souhaitent s'impliquer dans les futures échéances, un savoir-faire dans l'organisation de débats à Paris et en province, une capacité à pénétrer un milieu sociologique réputé difficile à toucher, celui des « bobos », grâce à un style qui mêle le sérieux dans le débat et l'originalité dans le ton.

Ainsi, avons-nous su toucher les milieux culturels, les jeunes, et organiser, par exemple, un débat avec plus de cinq cents membres de la communauté homosexuelle autour de Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle.

Surtout, nous voulons continuer à défendre, au sein de la majorité présidentielle, nos engagements sur un certain nombre de thèmes sociétaux forts, qui font notre spécificité et nous ont valu la reconnaissance de nos efforts. La Diagonale se bat, par exemple, pour la reconnaissance de la place essentielle de la culture et de l'enseignement dans la société contemporaine.

La culture est pour nous au fondement de la dignité humaine. C'est ce qui permet à l'homme de s'élever au-dessus de sa condition. Elle ne doit pas être une politique particulière, mais fertiliser l'ensemble des politiques. Qu'est-ce que l'enseignement, s'il ne permet pas d'accéder aux œuvres essentielles de l'humanité et d'avoir une pratique personnelle de la culture ?

N'est-ce pas manifester du respect à l'égard de ceux qui y habitent que faire que le logement social soit porteur de beauté architecturale ? Tout est culture et chaque politique doit intégrer une dimension culturelle.

Nous souhaitons également privilégier des thèmes majeurs comme le rôle des femmes dans la société, l'égalité de traitement de l'homosexualité et de l'hétérosexualité, les conditions de détention en France, la fin de vie, l'humanitaire, le co-développement, le vote des étrangers payant des impôts aux élections locales comme couronnement de leur intégration, etc.

Tous ces messages sont au cœur de la démarche de la Diagonale, qui continuera à les porter au sein de la Gauche Moderne.

www.ladiagonale.org

BOCKEL Jean-Marie, 2005, *Pour un socialisme libéral*, motion n° 4 pour le Congrès du Parti Socialiste du Mans ;

[Collectif, sous la bannière de JM. BOCKEL], 2007, *Le 'programme' social-libéral, responsabiliser les individus pour améliorer la société*, collection « idées », Christophe Chomant Éditeur ;

GIDDENS Anthony, BLAIR Tony, 2002, *La troisième voie, le renouveau de la social-démocratie*, Seuil.

La Gauche Moderne	5
Manifeste	7
Le pari de la Gauche Moderne.....	11
Pourquoi le social-libéralisme ?.....	19
L'entreprise responsable / responsabiliser l'entreprise : un nouveau chantier pour la gauche.....	27
La Diagonale, mouvement des sarkozystes de gauche, rejoint Gauche Moderne	39

Achevé d'imprimer le 25 novembre 2007

ISBN n° 978-2-84962-087-8

Dépôt légal décembre 2007

Copyright Christophe Chomant

Tous droits réservés

Autres titres, collection *politique* :

« Christophe Chomant Éditeur » dans *Google*